

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE


Un choix de vie

RÉUNION DU 10 septembre 2015

L'an deux mille quinze, le dix septembre 2015, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 02 septembre 2015, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Brigitte GALLO - - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE pouvoir à Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE pouvoir M. Séverin BATFROI - M. Jean-Pierre SERRAILLIER pouvoir M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Jérôme GIACHINO pouvoir M. Christian COIGNÉ - M. Adrien PSILA pouvoir M. Michel VENDRA - M. David BUISSON pouvoir M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Véronique FERRAZZI pouvoir à Mme Florence PARVY

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	26
Nombre de votants	:	33

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 2 juillet 2015 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Départ à 19h15 du groupe « Agir pour Sassenage » après une intervention de M. Yannick BELLE

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Brigitte GALLO - - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI

Ville de Sassenage
B.P. 31
38360 Sassenage

Numéro unique pour tous les services municipaux

N°Azur 0 810 038 360

PRIX APPEL LOCAL

Fax : 04 76 53 52 17

mairie@sassenage.fr

www.sassenage.fr

Imprimé sur papier aux normes environnementales

PEFC 10-31-2048 / Certifié PEFC / pefc-france.org

Absent(s) : M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD - Mme Véronique FERRAZZI

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE pouvoir à Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE pouvoir M. Séverin BATFROI - M. Jean-Pierre SERRAILLIER pouvoir M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Jérôme GIACHINO pouvoir M. Christian COIGNÉ - M. Adrien PSILA pouvoir M. Michel VENDRA - M. David BUISSON pouvoir M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	21
Nombre de votants	:	27

Suite au départ du Directeur général adjoint des services ressources, et en vue de la réorganisation de la direction générale des services, Monsieur le Maire informe le conseil municipal du non-renouvellement, par mesure conservatoire, des postes fonctionnels du Directeur général des services et de la Directrice générale adjointe des services à la population, qui arrivent à terme le 2 décembre prochain.

<p style="text-align: center;">1 - DGS - MOTION DE SOUTIEN À L'ACTION DE L'AMF POUR ALERTE SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ÉTAT</p>

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

RAPPELLE que, dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, poursuivre une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics et la population sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4% en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

CONSIDERANT que la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

RAPPELLE que les collectivités de proximité que sont les communes, avec les intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

PRECISE que la diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de Sassenage estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de Sassenage soutient la demande de l'AMF que, pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux, soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier.

PROPOSE au conseil municipal :

DE DEMANDER :

- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures),
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux,
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DEMANDER :

- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures),
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),

- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux,
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

2 - DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - MODIFICATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITÉ SYNDICAL DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERCORS
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 26 mai 2014 de la Ville de Sassenage concernant la désignation des élus chargés de représenter la commune au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors ;

CONSIDERANT la démission de Monsieur Philippe EVRARD de son mandat de conseiller municipal ;

CONSIDERANT que Monsieur Michel VENDRA, suppléant de Monsieur Philippe EVRARD au comité syndical du Parc Naturel Régional du Vercors, devient représentant titulaire en remplacement de celui-ci ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DÉSIGNER comme représentant suppléant de la Ville de Sassenage pour siéger au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors *Monsieur Dominique IZZO*,

DIRE que les représentants de la Ville de Sassenage au comité syndical du Parc Naturel Régional du Vercors sont désormais :

Titulaire : Monsieur Michel VENDRA

Suppléant : Monsieur Dominique IZZO

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DÉSIGNER comme représentant suppléant de la Ville de Sassenage pour siéger au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors *Monsieur Dominique IZZO*,

DIRE que les représentants de la Ville de Sassenage au comité syndical du Parc Naturel Régional du Vercors sont désormais :

Titulaire : Monsieur Michel VENDRA

Suppléant : Monsieur Dominique IZZO

<p style="text-align: center;">3 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION MÉTROPOLISATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU - TRANSFERT DES EXCÉDENTS</p>
--

Jeannine ANTOINE,

VU le Décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

VU l'article L. 5217-2 et L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du 23 février 2015 approuvant le compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau ;

RAPPELLE que la communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole, est devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015. Cette transformation s'est traduite par la prise de nouvelles compétences dont certaines constituent des Services Publics Industriels et Commerciaux (SPIC). C'est notamment le cas de la compétence Eau.

Le transfert de cette compétence a donné lieu à la clôture du budget annexe communal entraînant la réintégration de l'actif et du passif dans le budget principal de la commune et la mise à disposition à titre obligatoire des immobilisations nécessaires à l'exercice du service, ainsi que les droits et obligations y afférents, notamment les emprunts, au profit de la Métropole ;

PRECISE que le principe général concernant le devenir des excédents afférents aux compétences transférées, constatés lors de la clôture de ces budgets est le suivant : les résultats budgétaires constatés avant le transfert de compétence sont maintenus dans la comptabilité de la commune, en tant que résultante de l'activité de celle-ci, lorsque la commune était compétente ;

Toutefois, le domaine de l'eau constitue un cas particulier, puisque soumis au principe de l'équilibre financier qui nécessite l'individualisation des dépenses et des recettes au sein d'un budget spécifique, assortie de l'impossibilité de financement par le budget principal (art. L.2224-2 CGCT, sauf dispositions spécifiques). De ce fait, les excédents résultant strictement de l'exercice de la compétence, peuvent être identifiés. Enfin, ces excédents peuvent être transférés en tout ou partie à la métropole qui exerce désormais la compétence ;

INDIQUE que le transfert des soldes pouvant être total ou partiel, la commune et la métropole ont convenu de corriger les soldes constatés budgétairement du montant prévisionnel des travaux ayant reçus un commencement d'exécution dont la commune poursuit l'exécution et le financement en 2015, sur son budget principal, au titre de la compétence Eau (375662.28€), ainsi que l'encaissement du dernier acompte 2014 (213814.30€) de la part communale du prix de l'eau (retard reversement de la SPL) ;

L'approbation du compte administratif 2014 du budget annexe eau de la Commune de Sassenage fait apparaître les soldes suivants :

Fonctionnement compte administratif 2014 BA eau	
Excédent 2013	601 493.97 €
Dépenses exercice 2014	138 995.63 €
Recettes exercice 2014	141 577.13 €
Résultat exercice 2014	2 581.50 €
Résultat 2014	604 075.47 €

Décalage du dernier versement de la part communale du prix de l'eau 2014 encaissée sur le budget principal 2015 par la commune (retard de reversement de la SPL)	213 814.30 €
--	--------------

Fonctionnement consolidé	817 889.77 €
---------------------------------	--------------

Investissement compte administratif 2014 du budget annexe de l'eau	
Excédent 2013	59 110.08 €
Dépenses 2014 exercice	448 971.23 €
Recettes exercice 2014	129 363.71 €
Résultat exercice 2014	- 319 607.52 €
Besoin financement 2014	- 260 497.44 €
RAR	- 375 662.28 €
Déficit investissement	- 636 159.72 €

Résultat de fonctionnement consolidé : 817 889.77 €

Solde d'investissement : - 636 159.72 €

INFORME le conseil que le solde (181 730.05 €) du résultat de fonctionnement consolidé (817 889.77 €) après couverture du déficit d'investissement (-636 159.72 €) sera dédié à la réalisation du programme d'investissement prévu sur Sassenage ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le transfert à la Métropole du solde de l'excédent de fonctionnement consolidé (817 889.77 €) après couverture du déficit d'investissement (-636 159.72 €). Le montant du solde, affecté à la réalisation du programme d'investissement prévu sur Sassenage, est arrêté à 181 730.05 €,

DE PRECISER QUE le transfert d'excédent doit donner lieu à délibérations concordantes de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et de la (des) commune(s) concernée(s).

La présente délibération sera donc transmise à la Métropole qui se prononcera lors d'un prochain conseil métropolitain.

Au vu de ces délibérations, les opérations budgétaires et comptables de transfert des résultats budgétaires, qui sont des opérations réelles imputées au budget principal de la commune, seront alors les suivantes :

Transfert de l'excédent de fonctionnement pour 181 730.05 € : Débit au compte 678 de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le transfert à la Métropole du solde de l'excédent de fonctionnement consolidé (817 889.77 €) après couverture du déficit d'investissement (-636 159.72 €). Le montant du solde, affecté à la réalisation du programme d'investissement prévu sur Sassenage, est arrêté à 181 730.05 €,

DE PRECISER QUE le transfert d'excédent doit donner lieu à délibérations concordantes de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et de la (des) commune(s) concernée(s).

La présente délibération sera donc transmise à la Métropole qui se prononcera lors d'un prochain conseil métropolitain.

Au vu de ces délibérations, les opérations budgétaires et comptables de transfert des résultats budgétaires, qui sont des opérations réelles imputées au budget principal de la commune, seront alors les suivantes :

Transfert de l'excédent de fonctionnement pour 181 730.05 € : Débit au compte 678 de la commune.

4 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2015-02 - BUDGET PRINCIPAL

M'Hamed BENHAROUGA,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 10 septembre 2015;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-02 ci-dessous, pour le budget principal :

FONCTIONNEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN/6718/01	-7 997.00 €	
FIN/73925/020	3 162.00 €	

SPORT/6135/413	517.00 €	
FIN/6231/020	1 800.00 €	
URBA/6554/820	518.00 €	
PREVENTION/6188/112	2 000.00 €	
SPORT/6042/40	-666.66 €	
SPORT/6714/40	666.66 €	
ESP/6068/823	-155.75 €	
ESP/657358/830	155.75 €	
Ouverture de nouveaux crédits		
FIN/7788/022		1 350 000.00 €
FIN/023/01 virement à la section d'investissement	1 350 000.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	1 350 000.00 €	1 350 000.00 €
INVESTISSEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
Ouverture de nouveaux crédits		
GAR/2182/020 -CHAP 041	750.69 €	
GAR/2188/020 - CHAP 041	522.76 €	
BAT/21312/211 - CHAP 041	27 916.46 €	
BAT/21318/312 - CHAP 041	110 400.51 €	
BAT/21318/313 -CHAP 041	423.76 €	
BETVOI/2148/412 -CHAP 041	22 269.03 €	
BETVOI/2151/822 - CHAP 041	50 229.38 €	
FIN/2031/01 - CHAP 041		197 656.02 €
FIN/2033/01 - CHAP 041		14 856.57 €
BAT/2313/119/022	1 350 000.00 €	
FIN/021/01 virement de la section de fonctionnement		1 350 000.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	212 512.59 €	212 512.59 €
TOTAL GENERAL	1 562 512.59 €	1 562 512.59 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-02 ci-dessus, pour le budget principal.

5 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – MODIFICATION DES INDEMNITÉS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS
--

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.2123-20 à L.2123-26 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux indemnités de fonction d'élus ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, complétant et modifiant lesdits articles ;

VU les délibérations en date des 15 avril 2014 et 26 mai 2014 concernant les indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués ;

RAPPELLE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Ville, au chapitre 65/ compte budgétaire 6531 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ATTRIBUER les indemnités suivantes, à compter du 14 septembre 2015 :

Le Maire :

34.20 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 ;

Les Adjointes :

21.05 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 ;

Les Conseillers municipaux délégués :

dans la limite de l'enveloppe budgétaire, les conseillers municipaux auxquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions, percevront une indemnité mensuelle égale à 5.92 % de l'indice brut terminal 1015.

Ces indemnités seront versées mensuellement et suivront l'évolution des traitements appliqués aux fonctionnaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER les indemnités suivantes, à compter du 14 septembre 2015 :

Le Maire :

34.20 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 ;

Les Adjointes :

21.05 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale, soit l'indice brut 1015 ;

Les Conseillers municipaux délégués :

dans la limite de l'enveloppe budgétaire, les conseillers municipaux auxquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions, percevront une indemnité mensuelle égale à 5.92 % de l'indice brut terminal 1015.

Ces indemnités seront versées mensuellement et suivront l'évolution des traitements appliqués aux fonctionnaires.

6 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – TRANSFERT DES AGENTS EXERÇANT LEURS FONCTIONS DANS LES SERVICES VOIRIE, AMÉNAGEMENT, URBANISME ET TOURISME, TRANSFÉRÉS À LA MÉTROPOLE, GRENOBLE ALPES-MÉTROPOLE ET MODALITÉS DE TRANSFERT

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.2131-2 ainsi que L.5211-4-1 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment, ses articles 88 et 111 ;

VU la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999, modifiée, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2015, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 31 août 2015 ;

CONSIDERANT que les personnels qui remplissent en totalité leurs fonctions dans les services transférés au titre de l'exercice de la compétence voirie, aménagement, urbanisme et tourisme, sont transférés de plein droit et que les modalités de ce transfert doivent faire l'objet d'une décision conjointe de la commune de Sassenage et de la Métropole ;

Les agents occupant les emplois dans les services mentionnés ci-dessus sont transférés à la Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui étaient les leurs dans la commune de Sassenage, à compter du 1er octobre 2015.

A la même date, les agents transférés bénéficient de droit au maintien de leur régime antérieur, s'ils y ont intérêt ainsi que, à titre individuel, des avantages collectivement acquis, en application des dispositions du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

A ce titre, les agents transférés bénéficient d'un maintien à titre individuel, s'ils y ont intérêt, du bénéfice de leur contrat labellisé de prévoyance-maintien de salaire, permettant la poursuite des garanties initiales à l'issue de leur transfert auprès de la Métropole.

Il appartient au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le transfert des personnels communaux qui exercent en totalité leurs fonctions au sein des services voirie, aménagement, urbanisme et tourisme, et dont les compétences sont transférées à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole, à compter du 1^{er} octobre 2015.

DE PRECISER que les agents transférés conservent, à titre individuel, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire et des avantages acquis collectivement en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

DE SUPPRIMER les postes budgétaires des emplois transférés à la Métropole de Grenoble Alpes Métropole, cités ci-après :

- 1 poste à temps complet d'agent de maîtrise
- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 1^o classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^o classe
- 2 postes à temps complet de technicien principal 2^o classe
- 1 poste à temps complet de technicien principal 1^o classe
- 1 poste à temps complet de rédacteur
- 1 poste à temps complet d'ingénieur

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer un arrêté conjoint avec M. le Président de la métropole portant transfert des agents considérés.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés et à modifier le tableau des effectifs en conséquence.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le transfert des personnels communaux qui exercent en totalité leurs fonctions au sein des services voirie, aménagement, urbanisme et tourisme, et dont les compétences sont transférées à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole, à compter du 1^{er} octobre 2015.

DE PRECISER que les agents transférés conservent, à titre individuel, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire et des avantages acquis collectivement en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

DE SUPPRIMER les postes budgétaires des emplois transférés à la Métropole de Grenoble Alpes Métropole, cités ci-après :

**1 poste à temps complet d'agent de maîtrise
1 poste à temps complet d'adjoint technique 1^o classe
1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^o classe
2 postes à temps complet de technicien principal 2^o classe
1 poste à temps complet de technicien principal 1^o classe
1 poste à temps complet de rédacteur
1 poste à temps complet d'ingénieur**

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer un arrêté conjoint avec M. le Président de la métropole portant transfert des agents considérés.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés et à modifier le tableau des effectifs en conséquence.

7 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DES RÉMUNÉRATIONS DES PERSONNELS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DES COMPÉTENCES À LA MÉTROPOLE, GRENOBLE ALPES-MÉTROPOLE

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.2131-2 ainsi que L.5211-4-1 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999, modifiée, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2015, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

CONSIDERANT les emplois suivants :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique 1^o classe
- 1 adjoint technique 2^o classe
- 2 techniciens principaux 2^o classe
- 1 technicien principal 1^o classe
- 1 rédacteur
- 1 ingénieur

CONSIDERANT les huit agents occupant les emplois dans les services mentionnés ci-dessus, transférés, de plein droit, à la Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui étaient les leurs à la commune de Sassenage, à compter du 1^{er} octobre 2015, ces agents étant mis à disposition à temps complet au titre des conventions de gestion provisoire et continuant à être rémunérés directement par la commune depuis le 1^{er} janvier 2015 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les états de demande de remboursement des rémunérations (salaire brut et charges patronales) destinés à M. le Président de la métropole « Grenoble Alpes Métropole », concernant les agents exerçant leurs missions relevant depuis le 1^{er} janvier 2015 de la compétence métropole.

Les dits états sont à établir sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015 pour les huit agents transférés de plein droit au 1^{er} octobre 2015. Il s'agit des emplois suivants, à temps complet :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique 1^o classe
- 1 adjoint technique 2^o classe
- 2 techniciens principaux 2^o classe
- 1 technicien principal 1^o classe
- 1 rédacteur
- 1 ingénieur

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les états de demande de remboursement des rémunérations (salaire brut et charges patronales) destinés à M. le Président de la métropole « Grenoble Alpes Métropole », concernant les agents exerçant leurs missions relevant depuis le 1^{er} janvier 2015 de la compétence métropole.

Les dits états sont à établir sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015 pour les huit agents transférés de plein droit au 1^{er} octobre 2015. Il s'agit des emplois suivants, à temps complet :

**1 agent de maîtrise
1 adjoint technique 1^o classe
1 adjoint technique 2^o classe
2 techniciens principaux 2^o classe
1 technicien principal 1^o classe
1 rédacteur
1 ingénieur**

8 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 31 août 2015 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

**1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^o classe
1 poste à temps non complet (30 h 54 mn/semaine) d'adjoint technique 2^o classe
1 poste à temps complet de rédacteur principal 2^{ème} classe**

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :

**1 poste à temps non complet (28 h/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
1 poste à temps non complet (29 h 16 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe**

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

Monsieur Christian COIGNÉ sort de la salle du conseil à 20h10.

Etaient présents : - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Brigitte GALLO - - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI -

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE pouvoir à Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE pouvoir M. Séverin BATFROI - M. Jean-Pierre SERRAILLIER pouvoir M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Adrien PSILA pouvoir M. Michel VENDRA - M. David BUISSON pouvoir M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

Absent(s) excusés : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme GIACHINO

Absent(s) : M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	20
Nombre de votants	:	25

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

<p>9 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – CESSIION DE 17 LOGEMENTS DES ENSEMBLES IMMOBILIERS VERCORS FURON ET PIES AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ ACTIS ; DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU BIEN ; HABILITATION DONNÉE À L'ACQUÉREUR À DÉPOSER LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME ; AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER TOUS LES DOCUMENTS AFFÉRENTS À CETTE CESSIION</p>
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 1°, L. 2241-1 et suivants,

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2141-1 et L. 3211-14 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.421-1 ;

VU le Plan local d'urbanisme approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 15 décembre 2011 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 7 février 2002 et l'arrêté municipal subséquent du 11 Juin 2002 relatifs à la désaffectation partielle de trois logements d'instituteurs sur l'immeuble Vercors Furon et deux logements sur l'immeuble des Pies ;

VU les plans de périmètres de cession joints à la présente délibération ;

VU l'offre d'achat de la société ACTIS représentée par son Directeur Général, Monsieur Stéphane Duport-Rosand, en date du 6 et 9 mars 2015, et la délibération du conseil d'administration d'Actis en date du 31 mars 2015 jointe à la présente délibération ;

VU les estimations du service France Domaine en date du 26 mars 2015 jointes à la présente délibération ;

VU l'avis de la direction académique des services de l'éducation nationale en date du 22 mai 2015 joint à la présente délibération ;

INFORME que, suite au constat de carence en matière de logements sociaux dressé par monsieur le Préfet de l'Isère le 31 juillet 2014, a été lancé un appel à projet d'acquisition-amélioration auprès de quatre bailleurs sociaux afin de permettre l'intégration dans le parc social conventionné 17 logements attenants aux groupes scolaires *Vercors Furon* et *Pies*.

Ces biens étaient originellement affectés au logement légal des instituteurs.

INDIQUE, qu'à l'issue de l'analyse des offres des bailleurs, est ressortie celle de l'établissement public local Actis, en tant qu'elle présentait le meilleur rapport prix / avantages tant pour la Commune que pour les locataires résidents, et ce pour les motifs suivants :

- Références dans des opérations similaires (200 logement réhabilités par an depuis 2009 par Actis) et méthodologie de projet (management environnemental, implication des locataires dans le projet, charte de chantier à faible nuisance en site occupé, volet énergétique, démarche de résidentialisation...) ;
- Gestion locative sociale et patrimoniale axée sur un service de proximité sectorisé et certifiée par le label *Qualirésidence* ;
- L'analyse approfondie au stade de l'offre du bilan énergétique de chaque bâtiment permettant ;
 - D'une part, l'engagement des études de réhabilitation des logements et le dépôt des dossiers de financement nécessaires à l'opération (Etat, Métro, Collecteurs 1%) dès l'année 2015 pour une programmation prévisionnelle de travaux au 4^e trimestre 2016 et une livraison en fin d'année 2017 ;

- D'autre part, l'engagement sur un programme de réhabilitation complète des logements visant à l'objectif RT 2012-rénovation avec certification Patrimoine, habitat & environnement, représentant une importante économie sur les consommations énergétiques des occupants, pour un montant de travaux de 27 000 à 30 000 € HT par logement sur les deux immeubles, comme il est précisé dans la décision du conseil d'administration d'Actis du 31/03/2015.
- Maintien des occupants actuels dans leurs logements en tant qu'ils respectent les critères d'attribution des logements sociaux PLUS et PLAI ;
- Prix d'acquisition de un million trois cent soixante huit mille euros, soit 1368 € HT du mètre carré habitable, au profit de la Ville de Sassenage ;
- Intégration de 5 logements PLUS sur les Pies et 4 logements PLUS sur Vercors-Furon dans les réservations communales à attribution directe, qui permettront à la ville de Sassenage de poursuivre les efforts qu'elle a initié sur ces logements en faveur des ménages demandeurs de soutien social.

INDIQUE que le projet a été présenté aux locataires par la société ACTIS et les représentants de la Commune le 25 juin 2015 et n'a pas appelé de remarques particulières de leur part.

PROPOSE ainsi au Conseil Municipal de procéder aux formalités préalables à la vente de ces biens, selon les périmètres fonciers figurant en annexe de la présente délibération, et dont la consistance est ainsi rappelée :

Logements Vercors Furon, sis 15, bis, avenue de Valence, sur la parcelle cadastrée BD n° 88 pour partie : immeuble d'habitation comprenant 8 logements d'une surface habitable de 451 m², 6 garages et une zone de stationnement, séparés de l'enceinte de l'école et disposant d'un accès indépendant, pour un prix d'acquisition de 628 000 €, conformément à la valeur vénale établie par le service France Domaine le 26 mars 2015 ;

Logements Pies, sis 8, rue du parc des Messkirch, sur la parcelle cadastrée BB n° 80 pour partie : immeuble d'habitation de 9 logements d'une surface habitable de 549 m², un jardin et une zone de stationnement, séparés de l'enceinte de l'école et disposant d'un accès indépendant, pour un prix d'acquisition de 740 000 €, conformément à la valeur vénale établie par le service France Domaine le 26 mars 2015.

Il convient, préalablement à leur cession, de constater leur désaffectation du domaine public communal à usage de logements de fonction des instituteurs.

A ce titre, le Rapporteur :

INFORME le Conseil que, parallèlement à la réforme introduite par la création du statut de professeur des écoles, ces logements ne sont plus occupés par des instituteurs.

RAPPELLE qu'à ce titre la Ville de Sassenage avait déclassé, par délibération du conseil municipal du 7 Février 2002, 5 appartements du groupe Vercors et 2 appartements sur les Pies.

L'Académie de Grenoble a émis un avis favorable le 22 Mai 2015 au principe de désaffectation des logements restant à destination du logement des instituteurs. Il est donc proposé au conseil municipal de constater la désaffectation de l'ensemble des logements restant sur Vercors Furon et Pies afin les retirer du domaine public scolaire.

INDIQUE, qu'ainsi déclassés, ces logements réintègrent le domaine privé immobilier de la Ville de Sassenage.

PRECISE dès lors :

Qu'un des motifs de leur vente est de les intégrer dans le parc locatif social, dont ils ne font pas partie à ce jour au sens législatif, et notamment au titre de l'article 55 de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000, fondement du constat de carence dressé par Monsieur le Préfet de l'Isère le 31 Juillet 2014.

Qu'actuellement ces logements n'ayant pas fait l'objet d'un conventionnement APL avec l'Etat, leur occupation est régie par des conventions à titre précaire et révocable dont la Ville a repris la gestion directe du fait de la caducité depuis le 1^{er} Mai 2015 de la convention de mandat liant la Commune au CCAS par délibération municipale du 9 Janvier 2009 pour la gestion locative de ces biens. Il est indiqué que, bien que l'accès à ces logements n'ait pas été réglementairement conditionné aux plafonds de ressources légaux applicables aux logements sociaux, la situation individuelle des locataires actuels répond à ces exigences, ce qui permettra leur maintien à l'issue de leur intégration dans le parc des logements sociaux suite à la vente à Actis.

CONSIDERANT l'intérêt public avéré de céder ce patrimoine afin d'en permettre la pérennisation durable par la réalisation du programme de travaux, l'optimisation du confort résidentiel et des charges des locataires du fait du niveau de performance énergétique sur lesquels ACTIS s'engage dans son offre du 6 et 9 Mars 2015, l'opération ayant pour effet d'intégrer ces 17 logements dans le parc locatif social tel que défini par la loi SRU ;

CONSTATANT que ce terrain n'est à ce jour plus affecté à l'usage direct du public ni à l'accomplissement d'une mission de service public ;

CONSIDERANT que le service France Domaine a estimé la proposition d'achat d'ACTIS de 628 000 € pour l'immeuble Vercors Furon et 740 000 € nets vendeur, telle que réitérée dans la délibération du conseil d'administration de la dite société du 31 mars 2015, conforme à la valeur vénale indiquée par France Domaine ;

CONSIDERANT qu'il convient donc d'autoriser la société ACTIS à déposer, avant la signature de l'acte authentique, les demandes d'autorisation d'urbanisme préalables à la réalisation de son projet ainsi que les demandes de financement y ayant trait;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE de la désaffectation du service public des logements d'instituteurs de la totalité des logements communaux constituant les ensembles dénommés Vercors Furon et Pies

DE PRONONCER leur déclassement en qualité de dépendance du domaine public scolaire communal à usage de logements d'instituteur,

D'ACCEPTER la cession de ces biens, sous réserve des conditions précédemment décrites, au profit de la société ACTIS représentée par M. Stéphane DUPORT-ROSAND au prix net vendeur de 1 368 000 €, incluant les réservations communales à attribution directe de 4 logements PLUS sur Vercors Furon et 5 logements PLUS sur les Pies.

DE PRECISER que cette vente est consentie sous les conditions suspensives suivantes :

- Obtention des autorisations d'urbanisme purgées du recours des tiers
- Obtention des financements PLUS et PLAI.

D'AUTORISER le Maire à signer tous les actes afférents à cette cession,

DE CREER toute servitude nécessaire à la desserte par les réseaux d'alimentation (eau potable, eaux usées, réseau de chauffage...) et à l'accès des immeubles ainsi cédés sur les fonds voisins propriété de la Ville de Sassenage,

DE PROCEDER à la pose d'un compteur calorifique sur la chaufferie centrale du groupe scolaire les Pies afin de répartir conventionnellement les consommations de chauffage entre l'école et l'immeuble cédé à Actis, dans l'attente du bilan des études thermiques en cours et la définition du mode de chauffage répondant aux objectifs de performance énergétique cités plus haut,

D'AUTORISER la société ACTIS à déposer les autorisations d'urbanisme préalables à la réalisation de leur projet,

DE DIRE que le produit de la vente sera inscrit au chapitre FONCI/024/URBA du budget principal 2015 de la Ville.

DE METTRE A JOUR l'actif immobilier dressé par la trésorerie de Fontaine sur ces deux ensembles immobiliers sous les numéros d'inventaire B03011- B et C

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE de la désaffectation du service public des logements d'instituteurs de la totalité des logements communaux constituant les ensembles dénommés Vercors Furon et Pies

DE PRONONCER leur déclassement en qualité de dépendance du domaine public scolaire communal à usage de logements d'insituteur,

D'ACCEPTER la cession de ces biens, sous réserve des conditions précédemment décrites, au profit de la société ACTIS représentée par M. Stéphane DUPORT-ROSAND au prix net vendeur de 1 368 000 €, incluant les réservations communales à attribution directe de 4 logements PLUS sur Vercors Furon et 5 logements PLUS sur les Pies.

DE PRECISER que cette vente est consentie sous les conditions suspensives suivantes :

- Obtention des autorisations d'urbanisme purgées du recours des tiers
- Obtention des financements PLUS et PLAI.

D'AUTORISER le Maire à signer tous les actes afférents à cette cession,

DE CREER toute servitude nécessaire à la desserte par les réseaux d'alimentation (eau potable, eaux usées, réseau de chauffage...) et à l'accès des immeubles ainsi cédés sur les fonds voisins propriété de la Ville de Sassenage,

DE PROCEDER à la pose d'un compteur calorifique sur la chaufferie centrale du groupe scolaire les Pies afin de répartir conventionnellement les consommations de chauffage entre l'école et l'immeuble cédé à Actis, dans l'attente du bilan des études thermiques en cours et la définition du mode de chauffage répondant aux objectifs de performance énergétique cités plus haut,

D'AUTORISER la société ACTIS à déposer les autorisations d'urbanisme préalables à la réalisation de leur projet,

DE DIRE que le produit de la vente sera inscrit au chapitre FONCI/024/URBA du budget principal 2015 de la Ville.

DE METTRE A JOUR l'actif immobilier dressé par la trésorerie de Fontaine sur ces deux ensembles immobiliers sous les numéros d'inventaire B03011- B et C

Retour de Monsieur Christian COIGNÉ et arrivée de Monsieur Jérôme GIACHINO à 20h15.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE pouvoir à Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE pouvoir M. Séverin BATFROI - M. Jean-Pierre SERRAILLIER pouvoir M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Adrien PSILA pouvoir M. Michel VENDRA - M. David BUISSON pouvoir M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS

Absent(s) : M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	22
Nombre de votants	:	27

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

10 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – SAISINE DE L'EPFL DU DAUPHINÉ EN VUE DU PORTAGE FONCIER DE LA PROPRIÉTÉ DES CONSORTS DURAND AVENUE DE ROMANS – VOLET HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 324-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-11323 du 31 octobre 2002 créant l'Etablissement Public Foncier Local ;

VU le règlement intérieur de l'EPFL.D en date du 12 mars 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 constatant l'état de carence de la Ville de Sassenage au regard de ses obligations de production de logements sociaux sur la période 2011-2013, au regard de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU l'avis du service France Domaine en date du 18 Juin 2015 annexé à la présente délibération ;

EXPOSE qu'un projet de rénovation immobilière complète de la place de l'Europe est actuellement à l'étude, en concertation étroite avec l'ensemble des propriétaires concernés, dont les co-propriétaires de l'ensemble commercial des Glériates et les consorts DURAND, inclus dans le périmètre de projet. Ce projet a pour objectif la reconstruction intégrale dans un ensemble bâti homogène des socles commerciaux en rez-de-chaussée, la création de logements relevant des obligations imposées à la Commune au titre de la Loi Solidarité et Renouvellement urbain et de l'arrêté de carence sus-visé, ainsi que la requalification complète de la place du marché et des espaces ouverts au public dans une logique de rénovation urbaine et d'amélioration de l'attractivité de ce secteur,

CONSIDERANT que ce projet revêt un intérêt général majeur pour la Ville de Sassenage tant sur le plan commercial, urbanistique que fonctionnel,

CONSIDERANT qu'à ce titre, des négociations ont été engagées avec les consorts Durand, propriétaires des parcelles cadastrées BC n°16 et BC n°17 d'une contenance respective de 601 et 443 m², constituées de deux maisons de 80 et 110 m² en zone UBa du PLU de Sassenage ; qu'il en est ressorti un accord pour une cession au prix proposé dans l'avis du service France Domaine du 18 juin 2015, à savoir 750 000 € au regard des caractéristiques des deux parcelles et des tendances du marché immobilier.

PROPOSE au conseil municipal :

DE SAISIR l'EPFL du Dauphiné afin d'assurer le portage foncier de ce tènement aux conditions définies dans la présente délibération.

DE SOLLICITER une mise en réserve foncière par l'EPFL.D au titre du dispositif « Habitat et Logement social » de la propriété constituée par les parcelles BC n° 16 et 17 sise 27 Avenue de Romans à Sassenage, au prix de 750 000 euros,

DE MANDATER l'EPFL.D pour mener toutes les négociations nécessaires à l'acquisition de la propriété précitée,

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « Habitat et Logement social »,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et Logement social », sont recevables les tènements s'intégrant dans une opération globale, présentant les caractéristiques suivantes :

- Pour la commune de Sassenage, en « constat de carence » au titre de la loi SRU : action de rattrapage avec objectif minimum de 30 à 50 % de logements locatifs sociaux pour les projets avec portage epfl avec mixité de nature (accession sociale + accession libre) pour réaliser les objectifs du PLH,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et logement social », la durée maximale de portage est de :

- Communes en constat de carence : 4 ans sans prolongation
- Autres communes : 6 ans + 2x2 ans de prolongation
- Si bail emphytéotique avec un bailleur : 15/20 ans (incluant la période de base) – taux de portage : 0,5%

DE NOTER que les frais de portage s'élèvent à 1% par année de portage,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette réserve foncière et notamment la convention de portage et/ou d'opération ainsi que la convention de mise à disposition le cas échéant, dans le respect des conditions précisées dans la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SAISIR l'EPFL du Dauphiné afin d'assurer le portage foncier de ce tènement aux conditions définies dans la présente délibération.

DE SOLLICITER une mise en réserve foncière par l'EPFL.D au titre du dispositif « Habitat et Logement social » de la propriété constituée par les parcelles BC n° 16 et 17 sise 27 Avenue de Romans à Sassenage, au prix de 750 000 euros,

DE MANDATER l'EPFL.D pour mener toutes les négociations nécessaires à l'acquisition de la propriété précitée,

DE S'ENGAGER à respecter toutes les conditions de portage définies dans le règlement intérieur de l'EPFL.D tant sur le plan général que pour les conditions particulières relevant du dispositif « Habitat et Logement social »,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et Logement social », sont recevables les tènements s'intégrant dans une opération globale, présentant les caractéristiques suivantes :

- **Pour la commune de Sassenage, en « constat de carence » au titre de la loi SRU : action de rattrapage avec objectif minimum de 30 à 50 % de**

logements locatifs sociaux pour les projets avec portage epfl avec mixité de nature (accession sociale + accession libre) pour réaliser les objectifs du PLH,

DE NOTER que pour les réserves foncières réalisées au titre du dispositif « Habitat et logement social », la durée maximale de portage est de :

- **Communes en constat de carence : 4 ans sans prolongation**
- **Autres communes : 6 ans + 2x2 ans de prolongation**
- **Si bail emphytéotique avec un bailleur : 15/20 ans (incluant la période de base)**
– **taux de portage : 0,5%**

DE NOTER que les frais de portage s'élèvent à 1% par année de portage,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette réserve foncière et notamment la convention de portage et/ou d'opération ainsi que la convention de mise à disposition le cas échéant, dans le respect des conditions précisées dans la présente délibération.

11 - DAE – PÔLE ESPACE PUBLIC DE PROXIMITÉ – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DANS L'ÉLABORATION D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (AD'AP)
--

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et son arrêté du 21 mars 2007 ;

VU l'ordonnance du 26 septembre 2014 qui oblige à la mise en place d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour les collectivités n'ayant pas mis en accessibilité leurs Etablissements Recevant du Public (ERP) et leurs Installations Ouvertes au Public (IOP) au 1^{er} janvier 2015 ;

VU la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;

VU l'arrêté accessibilité du 8 décembre 2014 dont les dispositions qui seront applicables au 1^{er} janvier 2015 assouplissent un certain nombre de règles d'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public ;

EXPOSE qu'à ce jour, la majorité des propriétaires et des exploitants sont en retard et n'ont pu respecter l'échéance du 1er janvier 2015. Ainsi, pour faire face à cette situation, le gouvernement a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité en contrepartie d'un engagement formalisé ;

EXPOSE que les gestionnaires des ERP et des IOP ont désormais la possibilité, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Ad'AP ;

CONSIDERANT que la ville de Sassenage est attachée à l'accessibilité pour tous, elle a décidé de confier à un AMO d'une part, l'élaboration d'une stratégie patrimoniale de mise en

accessibilité des ERP, permettant de définir les bâtiments à traiter en priorité au sein du parc ainsi que les actions à mener sur chacun et dans quel ordre et d'autre part, l'élaboration de l'Ad'AP afin d'obtenir un délai supplémentaire pour réaliser ces travaux, document qui doit être déposé auprès du Préfet du département de l'Isère avant le 27 septembre 2015 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à mettre en œuvre un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte ou document pour l'application de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à mettre en œuvre un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte ou document pour l'application de la présente délibération.

<p>12 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - SUBVENTION SOLLICITÉE AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE AU TITRE DU CONTRAT TERRITORIAL – TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p>

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L.3233-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2013 par laquelle la commune s'engage à accompagner le Département de l'Isère dans sa démarche de mise en œuvre d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP), destiné à la couverture numérique à très haut débit de l'ensemble du département ;

CONSIDERANT que les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public relèvent de la première thématique prioritaire du contrat territorial 2015-2018;

CONSIDERANT le programme pluriannuel de travaux présenté dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée,

CONSIDERANT le plan de financement ci-dessous :

Montant du projet (HT)	Financement	Montant de la subvention demandée (HT) en 2016	Montant de la subvention demandée (HT) en 2017	Montant de la subvention demandée (HT) en 2018	Montant de la subvention demandée (HT) en 2019	Montant de la subvention demandée (HT) en 2020	Montant de la subvention demandée (HT) en 2021
2 133 702 €	Département	80 071.20 €	110 867.40 €	116 510.40 €	121 379.40 €	101 700 €	109 582.20 €
	Total des subventions publiques	80 071.20 €	110 867.40 €	116 510.40 €	121 379.40 €	101 700 €	109 582.20 €
	Fonds Propres	186 832.80 €	258 690.60 €	271 857.60 €	283 218.60 €	237 300 €	255 691.80 €
	TOTAL	266 904 €	369 558 €	388 368 €	404 598 €	339 000 €	365 274 €

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents y afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents y afférents.

**13 - DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPÉRY –
REMBOURSEMENT PAR LA VILLE DE SASSENAGE DES ADHÉRENTES DES COURS
DE MONSIEUR VERNE**

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

INDIQUE que Monsieur Emmanuel VERNE, professeur de gym tonic, dynamic gym et pilates du centre associatif n'a pas pu assurer tous ses cours pendant la saison 2014/2015 pour raison de santé ;

PRECISE que tous ses adhérents ont effectué le versement complet de leur adhésion et qu'ils sont dans l'impossibilité de poursuivre leur activité ;

CONSIDERANT que les règlements ont déjà été encaissés ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PROCEDER au remboursement partiel de leur adhésion annuelle correspondant au prorata des cours annulés, pour l'ensemble des adhérents des cours de gym tonic steps, pilates et dynamic gym d'Emmanuel VERNE, compte tenu qu'ils ne peuvent plus assister aux activités du centre associatif Saint-Exupéry,

DE PROCEDER à ces remboursements en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2015 (*Imputation budgétaire- compte FIN /673/STEX*).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PROCEDER au remboursement partiel de leur adhésion annuelle correspondant au prorata des cours annulés, pour l'ensemble des adhérents des cours de gym tonic steps, pilates et dynamic gym d'Emmanuel VERNE, compte tenu qu'ils ne peuvent plus assister aux activités du centre associatif Saint-Exupéry,

DE PROCEDER à ces remboursements en émettant un mandat administratif sur les crédits disponibles au budget principal 2015 (*Imputation budgétaire- compte FIN /673/STEX*).

<p style="text-align: center;">14 - DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - SPORTS – LOCATION DES MINIBUS COMMUNAUX – INSTAURATION D'UN FORFAIT DE NETTOYAGE</p>

Séverin BATFROI,

VU l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération municipale du 15 avril 2014 ;

VU l'article L.2125-3 du Code Général de la propriété des personnes publiques précisant que la propriété du domaine public doit tenir compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation ;

CONSIDERANT la délibération en date du 13 septembre 2010 instituant une tarification pour la location des minibus communaux;

CONSIDERANT les tarifs de location des minibus communaux appliqués aux associations de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que certains usagers/utilisateurs ne respectent pas, et ce de façon récurrente les termes de la convention de mise à disposition des minibus communaux, qui imposent, après utilisation, le nettoyage du véhicule (intérieur et extérieur) et la remise à niveau de plein de carburant, avant l'état des lieux de sortie ;

CONSIDERANT que le nettoyage effectué régulièrement par la Ville constitue un avantage en nature procuré aux associations bénéficiaires de ce véhicule, au sens de l'article L .2125-3 ci-dessus référencé ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER les conventions de mise à disposition des minibus communaux, en prévoyant, en cas de défaut de propreté constaté, un forfait de nettoyage d'un montant de 70€, révisable sur décision du Maire, pour toute utilisation faite par les associations sassenageoises ou organismes extérieurs à compter du 1^{er} octobre 2015,

D'ADOPTER le nouveau modèle type de convention de mise à disposition des minibus communaux intégrant l'instauration de ce forfait de nettoyage en cas de défaut de propreté constaté,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition élaborées avec chaque utilisateur, conformément au modèle type annexé.

La recette correspondante sera imputée sur le budget principal de la Ville, au compte 7788.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MODIFIER les conventions de mise à disposition des minibus communaux, en prévoyant, en cas de défaut de propreté constaté, un forfait de nettoyage d'un montant de 70 €, révisable sur décision du Maire, pour toute utilisation faite par les associations sassenageoises ou organismes extérieurs à compter du 1^{er} octobre 2015, D'ADOPTER le nouveau modèle type de convention de mise à disposition des minibus communaux intégrant l'instauration de ce forfait de nettoyage en cas de défaut de propreté constaté, D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition élaborées avec chaque utilisateur, conformément au modèle type annexé.

La recette correspondante sera imputée sur le budget principal de la Ville, au compte 7788.

15 - DGASP – PÔLE CULTUREL - PÔLE VIE DE LA CITÉ – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - MISE EN PLACE DE CAUTIONS SUR LE PRÊT DE MATÉRIEL, DE SALLES OU ESPACES COMMUNAUX, VÉHICULES MINIBUS COMMUNAUX

Séverin BATFROI,

VU l'article L.2144-3 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, précisant que la fixation du montant de la contribution financière due par l'administré pour l'utilisation d'un local communal relève du conseil municipal ;

CONSIDERANT la délibération en date du 18 décembre 2014 modifiant les critères de mise à disposition du gymnase des Pies, et la décision n°2014-125 établissant la tarification à mettre en place pour la location des diverses salles aux associations sassenageoises ;

CONSIDERANT la délibération en date du 19 décembre 2007 instaurant une tarification de location des salles et des tarifs de location des minibus communaux appliqués aux associations de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que des dégradations des locaux ou du matériel mis à disposition des différents usagers/utilisateurs sont constatées régulièrement ;

CONSIDERANT la pratique des autres communes de l'agglomération grenobloise en matière de mise à disposition de leurs salles, espaces, matériels et véhicules à leurs associations ;

CONSIDERANT pour la commune, le coût des diverses dégradations des locaux ou matériels mis à disposition aux associations ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER les conventions de mise à disposition des salles communales, du matériel festif et des minibus communaux, en prévoyant l'établissement d'un chèque de caution d'un montant de 300 € pour toute réservation de matériel, salles ou véhicules par une association sassenageoise à compter du 1^{er} octobre 2015.

DE PRECISER que ce chèque ne sera encaissé qu'en cas de dégradation constatée suite à l'établissement d'un devis par les services municipaux du coût des travaux ou achats nécessaires au remplacement de matériel endommagé.

La recette correspondante sera imputée sur le budget principal de la Ville, au compte 7788.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MODIFIER les conventions de mise à disposition des salles communales, du matériel festif et des minibus communaux, en prévoyant l'établissement d'un chèque de caution d'un montant de 300 € pour toute réservation de matériel, salles ou véhicules par une association sassenageoise à compter du 1^{er} octobre 2015.

DE PRECISER que ce chèque ne sera encaissé qu'en cas de dégradation constatée suite à l'établissement d'un devis par les services municipaux du coût des travaux ou achats nécessaires au remplacement de matériel endommagé.

La recette correspondante sera imputée sur le budget principal de la Ville, au compte 7788.

16 - DGASP – SERVICE SCOLAIRE / SERVICE ENFANCE/PÉRISCOLAIRE – TRANSPORTS ÉCOLES/CENTRES DE LOISIRS
--

Marie-Frédérique DI RAFFAELE,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU le décret n°2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial et portant expérimentation relative à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre ;

VU le décret n°2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU la délibération du 2 juillet 2015 actant de la suppression de la navette du mercredi entre les écoles et les centres de loisirs enfance et multisports, pour les enfants inscrits à l'un ou l'autre de ces centres ;

CONSIDERANT les nombreuses demandes des parents et représentants des parents d'élèves indiquant que cette suppression engendrerait des difficultés importantes d'organisation pour de nombreuses familles ;

CONSIDERANT le coût important de ce transport et le nombre minime d'enfants concernés ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DECIDER de mettre en place une navette de bus prenant en charge les enfants inscrits aux centres de loisirs enfance et multisports organisés par la ville entre les écoles et les centres, le mercredi après-midi, dans la mesure des places disponibles,

DE DECIDER que cette navette sera payante aux tarifs fixés ci-après :

- Tarif trimestriel : 20 euros (de septembre à décembre, de janvier à mars et d'avril à juin)
- Tarif occasionnel par mercredi : 4 euros

Ces sommes seront encaissées par la régie enfance pour le centre de loisirs enfance et par la régie multisports pour le centre de loisirs multisports,

DE PRECISER qu'aucun remboursement ne pourra être effectué,

DE SOULIGNER qu'un pointage précis sera fait aux vacances de la Toussaint 2015 puis début décembre 2015 sur le nombre d'utilisateurs de cette navette. En cas de baisse significative en dessous des 30 places occupées en moyenne l'an dernier, il pourra être mis fin à cette prestation, après information auprès des familles concernées. Dans ce cas, cette

suppression prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Dans le cas contraire, la navette sera maintenue jusqu'à la fin de l'année scolaire 2015/2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE METTRE en place une navette de bus prenant en charge les enfants inscrits aux centres de loisirs enfance et multisports organisés par la ville entre les écoles et les centres, le mercredi après-midi, dans la mesure des places disponibles,

QUE cette navette sera payante aux tarifs fixés ci-après :

- Tarif trimestriel : 20 euros (de septembre à décembre, de janvier à mars et d'avril à juin)
- Tarif occasionnel par mercredi : 4 euros

Ces sommes seront encaissées par la régie enfance pour le centre de loisirs enfance et par la régie multisports pour le centre de loisirs multisports,

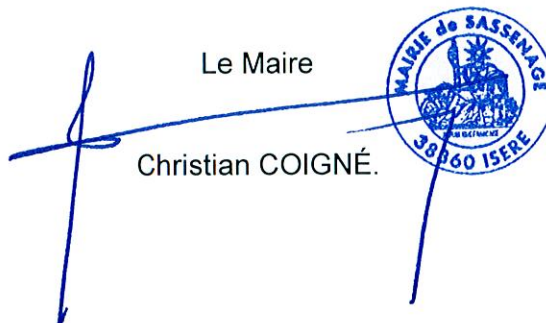
DE PRECISER qu'aucun remboursement ne pourra être effectué,

DE SOULIGNER qu'un pointage précis sera fait aux vacances de la Toussaint 2015 puis début décembre 2015 sur le nombre d'utilisateurs de cette navette. En cas de baisse significative en dessous des 30 places occupées en moyenne l'an dernier, il pourra être mis fin à cette prestation, après information auprès des familles concernées. Dans ce cas, cette suppression prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Dans le cas contraire, la navette sera maintenue jusqu'à la fin de l'année scolaire 2015/2016.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 11 septembre 2015

Le Maire
Christian COIGNÉ.

The image shows a blue ink signature of Christian COIGNÉ. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRE de SASSENAGE' at the top, a central emblem, and '38660 ISERE' at the bottom.

Affichage le : 15 septembre 2015